



Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Patricia MIRALLES

Environnement - Etude préalable à la mise en oeuvre de la tarification incitative des déchets - Demandes d'aides financières - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'engager résolument dans une politique zéro déchets avec pour objectif de diminuer de 40 % à l'horizon des 3 prochaines années les déchets ménagers et assimilés résiduels.

Afin de pouvoir atteindre cet objectif ambitieux, dicté par l'urgence climatique et le renchérissement structurel des coûts d'élimination des déchets ultimes, il est nécessaire d'actionner tous les leviers de la prévention et du tri des déchets.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole porte un ambitieux projet de généralisation du tri des bio-déchets à la source privilégiant le compostage de proximité pour lequel un dossier de candidature a été déposé auprès de l'ADEME et de la Région Occitanie le 16 octobre dernier.

Elle a par ailleurs engagé son 2^{ème} Programme Local de Prévention des Déchets pour lequel la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi se réunira au plus tard en début d'année 2021, afin de proposer et de planifier, avec l'ensemble des acteurs locaux concernés, l'ensemble des actions qui permettront une réduction significative de la production de déchets.

La tarification incitative des déchets constitue un 3^{ème} levier complémentaire qui permet de valoriser, une fois les équipements et services mis à leur disposition, les efforts réalisés par les habitants pour diminuer les quantités de déchets mis à la charge du service public.

La Métropole souhaite, dans ce contexte, engager les réflexions nécessaires à la mise en œuvre de la tarification incitative des déchets. Il est proposé d'engager une 1^{ère} étude visant à accompagner la collectivité dans le choix du mode de tarification (redevance, TEOMI), la comparaison des grilles tarifaires susceptibles d'être proposées et les évolutions à planifier en matière d'organisation des services et de moyens techniques et humains à déployer.

D'un montant de 40 K€ HT, cette étude est éligible aux aides financières de l'ADEME et de la Région Occitanie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le principe d'engagement de cette 1^{ère} étude destinée à poser les bases de la future tarification incitative des déchets ;
- de demander les aides financières les plus larges possibles ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 - 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147492-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.